

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 15 juillet 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

- N O T E -

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Rwanda - Réunion à Matignon
vendredi 15 juillet à 11h15

4 page 2
H. Tchine

Au cours de cette réunion présidée par le Premier
Ministre :

- M. Léotard a décrit l'évolution dramatique de la situation humanitaire, le FPR poussant volontairement les populations hutues après la prise de la ville de Ruhengeri, vers Goma au Zaïre. 200 000 rwandais s'y sont réfugiés en 48 heures. Il seront rejoints par 400.000 autres aujourd'hui et demain. Cet afflux massif, en particulier sur le terrain d'aviation, nous a amenés à transférer nos avions à Bukavu au sud.

Le "gouvernement" est toujours à Gisenyi qui devrait tomber incessamment aux mains du FPR.

Dans notre zone "humanitaire sûre" l'annonce d'un retrait de 300 hommes d'ici le 31 juillet a entraîné des mouvements de populations vers le Zaïre.

Le Ministre de la Défense estime que nous ne pouvons rester au Rwanda au-delà des dates prescrites et qu'il convient de gérer la fin de notre opération en accord avec le FPR. Son idée est de replier notre dispositif le plus rapidement possible au Zaïre où il pourrait rester un certain temps afin d'organiser les camps de réfugiés pour plusieurs millions de personnes.

Le Premier Ministre, après avoir souligné qu'il n'avait pas été personnellement saisi de l'initiative française de demande de cessez le feu, entérinée à l'unanimité le 14 Juillet par le Conseil de Sécurité, a demandé une réflexion sur le scénario qui lui apparaissait comme le plus préoccupant :

- le "nouveau gouvernement" du FPR est reconnu par la communauté internationale et nous demande de quitter immédiatement le Rwanda,

- s'appuyant sur la résolution 929, le Conseil de Sécurité nous demande de rester au moins jusqu'au 21 août, date de la fin de notre mandat.

.../...

M. Balladur estime que pour l'instant nous ne devons pas changer d'attitude :

- confirmer notre décision de retrait du Rwanda à l'expiration du mandat et départ des premiers éléments fin juillet,

- lancer un appel à nos partenaires européens cet après-midi à Bruxelles pour obtenir une aide logistique et sanitaire sur le terrain, ainsi qu'une contribution à l'équipement des éléments africains de la MINUAR.

Il s'inquiète d'une action possible du FPR dans notre zone humanitaire sûre et des réactions de peur que pourrait entraîner au Zaïre cet afflux massif de réfugiés.

Commentaires :


Je suis persuadé que le Général Kagamé s'inspire totalement des méthodes du Président Museveni lors de sa prise du pouvoir en Ouganda et qu'il n'a nullement l'intention de négocier quoi que soit avec le "gouvernement résiduel" actuel, pas plus qu'avec les chefs militaires des FAR.

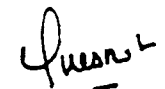
Sa volonté est de vider le Rwanda de toute présence étrangère qu'elle soit française, "onusienne" ou autre afin d'établir un pouvoir minoritaire sans partage et procéder sans témoins à une complète redistribution des terres au profit, en priorité, des émigrés Tutsis. Dans cette perspective, il n'acceptera ni la présence d'un bataillon africain francophone ni les renforts de la MINUAR qui restent à ce stade hypothétiques.

Nous sommes donc placés devant une alternative, dont les conséquences sur notre politique africaine et notre image internationale devront être soigneusement pesées :

- 1) s'appuyer sur les résolutions de l'ONU et maintenir l'intégrité de la zone humanitaire sûre ; exiger des instances internationales la mise en place des renforts promis et procéder par "tuilage" au remplacement de nos unités par celles disponibles de la MINUAR, quelles que soient les pressions du FPR dont le gouvernement ne devrait pas être reconnu avant l'achèvement du processus,

- 2) se retirer dès que possible au Zaïre en déclenchant un exode supplémentaire de 3 millions de Rwandais vers ce pays et en laissant le FPR maître d'un état dont les trois quarts de la population seront exilés et n'auront de cesse de reprendre le pouvoir à Kigali par les armes.

p. o. 
Bruno DELAYE


Général QUESNOT